sera astreinte aux mêmes dispositions que celles prescrites à l'égard des appels des sentences de condamnation prononcées par les juges ou juges de paix, en vertu de la trente-huitième section de l'acte passé dans la session tenue dans les quatrième et cinquième années du règne de sa majesté, et intitulé, "Acte pour resondre et amender les lois, dans cette province, relatives aux délits sur "la propriété."